



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 22, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a remporté son premier succès de gouvernance le 21 février, lorsque des dizaines de partis politiques et d'organisations de la société civile ont signé le Pacte National pour la Stabilité et l'Organisation des Élections à Pétion-Ville. Des analystes juridiques ont immédiatement contesté le document, soutenant qu'il élimine la limite constitutionnelle de 90 à 120 jours imposée au mandat de Fils-Aimé et remplace tout contrôle contraignant par un organe consultatif dépourvu de tout pouvoir coercitif. Parallèlement, deux employés de Natcom ont été tués à Kenscoff quelques heures après qu'une opération de la PNH eut neutralisé 16 membres de gangs, signalant que ces derniers s'en prennent aux travailleurs civils des infrastructures dans les zones de combat actives. La procédure TPS devant la Cour d'appel du District de Columbia se poursuit sans qu'aucune décision n'ait été rendue.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le Pacte National signé le 21 février établit le cadre de gouvernance pour la transition post-CPT, mais fait face à des contestations immédiates quant à sa légitimité constitutionnelle que les acteurs internationaux doivent évaluer avant de s'engager en faveur du soutien électoral.

La représaille des gangs à Kenscoff a tué deux travailleurs télécoms de Natcom dans les heures suivant une opération tactique réussie de la PNH, confirmant que le ciblage des infrastructures s'intensifie proportionnellement à l'activité des forces de sécurité dans les zones contestées.

Les opérations de renseignement de la PNH à Delmas 30 ont déjoué un enlèvement en cours et tué deux suspects, démontrant une capacité améliorée de contre-enlèvement dans la zone la plus touchée par la récente recrudescence.

La décision de la Cour d'appel du District de Columbia sur le TPS peut être rendue à tout moment et représente l'incertitude à court terme la plus lourde de conséquences pour la communauté haïtienne de la diaspora.

Le taux de change reste stable à environ 131 HTG par dollar américain, mais une analyse économique du Nouvelliste soulève des questions quant à savoir si les interventions de la BRH masquent une détresse économique intérieure plus profonde.

DÉVELOPPEMENT 1: Pacte National pour la Stabilité et l'Organisation des Élections signé

Le Premier ministre Fils-Aimé a réuni des dizaines de partis politiques et d'organisations de la société civile à l'hôtel Ritz de la Rue Panaméricaine à Pétion-Ville le 21 février, où les signataires ont entériné le Pacte National pour la Stabilité et l'Organisation des Élections, composé de 30 articles répartis en 9 sections. Le document établit le cadre de gouvernance pour la période de transition post-CPT, créant une architecture institutionnelle comprenant un Comité Consultatif, des dispositions pour des amendements constitutionnels et un cadre de mandat conditionné à l'organisation des élections. La signature s'est déroulée dans une atmosphère ordonnée à l'intérieur de la salle pendant que des militants non invités protestaient à l'extérieur, un détail que Le Nouvelliste a consigné comme preuve d'un consensus politique incomplet.

La Primature a présenté le Pacte comme une tentative de rétablir le dialogue quinze jours après l'expiration du

mandat du CPT le 7 février, positionnant Fils-Aimé comme l'architecte de la voie d'Haïti vers une gouvernance élue. L'Organisation Internationale de la Francophonie a publié une déclaration reconnaissant le transfert de pouvoir au Conseil des ministres sous la présidence de Fils-Aimé et réaffirmant son engagement à soutenir la Force de Suppression des Gangs et à faciliter les efforts de dialogue. L'Initiative de la Société Civile a lancé un appel parallèle en faveur d'un accord de gouvernance non partisane, signalant que la société civile attend des garanties supplémentaires au-delà de ce que le Pacte prévoit actuellement.

Cependant, l'analyste juridique La Loi de Ma Bouche a publié le jour même de la signature une critique constitutionnelle détaillée, soutenant que le Pacte élimine systématiquement les mécanismes qui contraindraient le pouvoir exécutif. La critique identifie cinq défauts structurels : le Pacte omet la référence du décret du 7 février à l'Article 149 de la Constitution amendée, qui limite les mandats transitoires à 90 à 120 jours, conditionnant effectivement le mandat de Fils-Aimé à des élections qu'il organise lui-même ; le Comité Consultatif peut soutenir, donner des avis et accompagner mais ne possède aucun pouvoir de blocage, de contrainte ou de censure, faisant de lui un décor institutionnel plutôt qu'un contre-pouvoir ; les Articles 13 à 16 autorisent le gouvernement à proposer des modifications constitutionnelles, à en déterminer les modalités en consultation et à les soumettre à ratification lors d'un premier tour d'élections, une procédure que la Constitution interdit sous forme de référendum ; l'Article 6 accorde des pouvoirs exécutifs dérivés à la fois de la Constitution et du Pacte, créant un cadre d'autorité à double source sans précédent ; et l'Article 25 confie au Conseil des ministres lui-même le pouvoir de sanction en cas de violations, créant ainsi une auto-application.

Pour les consommateurs opérationnels, le Pacte représente la réponse de Fils-Aimé au vide de gouvernance ouvert le 7 février, mais la contestation juridique immédiate et la présence de manifestants à l'extérieur du lieu de signature indiquent que le cadre ne dispose pas du consensus nécessaire pour fonctionner sans contestation continue. Les acteurs internationaux devront déterminer si le document offre une légitimité suffisante pour justifier le financement et la programmation électoraux avant que le déploiement prévu de la GSF en avril ne crée de nouvelles dépendances opérationnelles à l'égard de la stabilité politique.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les mécanismes de gouvernance transitoire d'Haïti ont à plusieurs reprises échoué à établir une légitimité durable depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021. Chaque autorité successive, notamment le gouvernement d'Ariel Henry et le Conseil Présidentiel de Transition, a opéré dans des cadres de légitimité contestés qui ont compliqué tant l'engagement international que l'adhésion politique nationale.

POINTS DE DISCUSSION

Le Pacte National élimine la limite constitutionnelle de 90 à 120 jours imposée au mandat de Fils-Aimé sans la remplacer par une alternative contraignante.

Le Comité Consultatif établi par le Pacte ne dispose d'aucun pouvoir coercitif sur le gouvernement qu'il est censé contrôler.

Des manifestants se sont rassemblés à l'extérieur du lieu de signature pendant que la cérémonie se déroulait, indiquant un consensus politique incomplet.

L'OIF a reconnu le transfert de pouvoir et réaffirmé son soutien à la GSF sans approuver explicitement le cadre constitutionnel du Pacte.

L'ISC a appelé à une gouvernance non partisane en parallèle du Pacte, signalant que la société civile attend des

garanties supplémentaires.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient commander une évaluation juridique immédiate de la validité constitutionnelle du Pacte avant de s'engager dans le financement ou la programmation électoraux.

Les gouvernements donateurs devraient communiquer au gouvernement de Fils-Aimé que des mécanismes de contrôle contraignants sont une condition préalable à une légitimité internationale durable.

Les acteurs politiques extérieurs au Pacte devraient s'engager sur le terrain de la critique juridique plutôt que sur le symbolisme de la cérémonie de signature.

Les gestionnaires de programmes des ONG devraient suivre les nominations au Comité Consultatif comme indicateur précoce du poids substantiel ou purement cérémoniel de cet organe.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Le ciblage des infrastructures s'intensifie à Kenscoff après l'opération tactique de la PNH

Les forces de la PNH ont mené une opération nocturne à Kenscoff du 20 au 21 février à l'aide de tireurs d'élite et de deux drones, avec le soutien de la Task Force et d'une compagnie militaire privée, tuant 16 membres de gangs. Les armes n'ont pu être récupérées immédiatement en raison de la distance opérationnelle. Le Maire de Kenscoff, Massillon Jean, a confirmé sur Radio Magik9 le 22 février que deux employés de télécommunications de Natcom avaient été tués et un troisième blessé le 21 février alors qu'ils voyageaient vers Kenscoff dans un véhicule de l'entreprise. Les attaques ont eu lieu quelques heures après l'opération de sécurité, établissant un lien temporel direct entre les succès tactiques et la représaille des gangs contre les travailleurs civils.

Cet incident s'inscrit dans un schéma documenté d'escalade du ciblage des infrastructures dans les zones contestées par les gangs. Un câble électrique de l'EDH a été saboté à Pétion-Ville le 19 février, tuant une personne et en blessant cinq autres. Des acteurs de gangs ont sectionné des câbles de fibre optique télécom à Port-au-Prince en août 2023. Des groupes armés ont attaqué et détruit des sous-stations de l'EDH et la centrale de Varreux en mars 2024. Le ciblage s'est maintenant déplacé des infrastructures aux travailleurs qui les entretiennent, créant un effet de dissuasion contre les équipes de services essentiels dans les zones opérationnelles.

Pour les télécommunications en particulier, le meurtre des agents de maintenance de Natcom signale que les opérations de Viettel dans les zones contestées font face à des risques de sécurité du personnel que le seul durcissement des infrastructures ne peut résoudre. Si les entreprises de télécommunications répondent en interrompant les opérations de maintenance dans les zones adjacentes aux gangs, la dégradation des services dans les zones comprenant des infrastructures de coordination humanitaire devient un risque opérationnel nécessitant une planification d'urgence immédiate de la part des gestionnaires d'opérations des ONG.

La recherche de la PNH à Kenscoff pour sécuriser pleinement la zone se poursuit, mais les meurtres de Natcom

survenus quelques heures après la neutralisation de 16 membres de gangs confirment que les opérations de nettoyage tactique ne produisent pas une sécurité opérationnelle immédiate pour les travailleurs civils dans la même zone. Le seuil de sécurité requis pour maintenir les services essentiels dans les zones contestées par les gangs dépasse ce que les niveaux de forces actuels peuvent soutenir.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le ciblage par les gangs des infrastructures de télécommunications a commencé en 2023, lorsque des câbles de fibre optique ont été sectionnés à Port-au-Prince lors d'une période d'expansion territoriale. Les attaques de 2024 contre les sous-stations électriques de l'EDH ont établi que les groupes armés comprennent l'effet de levier que procure la perturbation des infrastructures. Le glissement de février 2026 vers le meurtre des agents de maintenance représente une escalade méthodologique.

POINTS DE DISCUSSION

Deux employés de Natcom ont été tués à Kenscoff le 21 février dans les heures suivant une opération de la PNH qui avait tué 16 membres de gangs dans la même zone.

Le meurtre des agents de maintenance, et non des seules infrastructures, signale l'intention des gangs de dissuader les services essentiels dans les zones opérationnelles.

Les opérations de renseignement de la PNH à Delmas 30 ont déjoué un enlèvement en cours et tué deux suspects le 21 février.

Le pipeline de formation des FAd'H continue de s'étendre, avec 25 soldats partis pour la Martinique dans le cadre du programme franco-haïtien SABRE en tant que 5e cohorte.

Les forces de la PNH poursuivent leurs opérations de recherche à Kenscoff pour sécuriser pleinement la zone.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les coordinateurs télécoms des ONG devraient établir des protocoles de communication de secours pour Kenscoff et les zones adjacentes dans l'attente de la reprise des opérations de maintenance de Natcom.

Les équipes de sécurité des entreprises devraient évaluer si la dégradation des services de Natcom à Kenscoff affecte les opérations humanitaires et commerciales avant que la lacune ne devienne critique.

Les opérateurs du secteur des télécommunications devraient évaluer les cadres de sécurité du personnel pour les équipes de maintenance dans les zones adjacentes aux gangs et envisager la suspension des travaux de routine dans l'attente d'un nettoyage tactique.

Les planificateurs de sécurité devraient suivre le succès du contre-enlèvement à Delmas 30 comme indicateur de l'amélioration de la capacité opérationnelle menée par le renseignement de la PNH.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Les réformes institutionnelles de la PNH signalent un changement en matière de responsabilité

La Direction de la PNH a publié de nouvelles mesures disciplinaires le 21 février, interdisant le port de masques de type cagoule et de capuches en dehors des contextes d'opérations spéciales désignés et renforçant les exigences de conformité réglementaire au sein de la force. L'interdiction s'attaque à un problème documenté de responsabilité : le port de cagoules par des agents individuels a été associé à des opérations extrajudiciaires et a compliqué l'identification des agents impliqués dans des abus. Un récent rapport du BINUH-HCDH a constaté que certains agents de police ont sommairement exécuté des enfants accusés d'association avec des gangs, faisant de l'identification individuelle des agents une priorité de surveillance des droits de l'homme.

Le Ministère de la Défense a publié en parallèle un avis avertissant le public que toutes les communications des FAd'H sont diffusées exclusivement par les canaux officiels du Ministère et que les appels au recrutement ne seront émis que par des messages du Haut Commandement. L'avis attribue cette prudence au niveau élevé d'attention actuel entourant le recrutement, suggérant que les activités de formation visibles des FAd'H et le départ de la 5e cohorte SABRE ont suscité un intérêt de recrutement non officiel que l'institution ne peut vérifier ni contrôler.

Pris ensemble, l'interdiction de la cagoule par la PNH et l'avis de communication du Ministère de la Défense indiquent que les deux institutions de sécurité gèrent les dimensions publiques de la réforme. L'interdiction de la cagoule, si elle est appliquée, s'attaque directement à une lacune de visibilité que les moniteurs du HCDH ont signalée comme un obstacle structurel à la responsabilité. L'avis du Ministère de la Défense signale une conscience institutionnelle que la montée en puissance du profil public des FAd'H comporte des risques pour l'environnement informationnel qui nécessitent une gestion active.

Pour les observateurs internationaux, les signaux de réforme institutionnelle sont importants car le mandat recentré du BINUH met l'accent sur le renforcement de la gouvernance et la surveillance des droits de l'homme. La nouvelle mission BANUH et la mise en place de l'UNSOH portent toutes deux un intérêt institutionnel à savoir si les forces de sécurité haïtiennes construisent des cadres opérationnels responsables et pas seulement une capacité tactique. L'interdiction de la cagoule donne au BINUH une mesure de réforme concrète à suivre dans ses rapports de surveillance.



CONTEXTE HISTORIQUE

La responsabilité de la PNH est une préoccupation persistante dans les rapports du BINUH et du HCDH depuis 2021, avec des cas documentés d'exécutions extrajudiciaires et d'usage excessif de la force dans les zones contestées par les gangs. Le rapport de l'ONU de 2024 sur la traite des enfants par les gangs et les conclusions du HCDH de 2025 sur les exécutions sommaires d'enfants ont créé une pression internationale soutenue en faveur de réformes visibles de la responsabilité au sein de la force.

POINTS DE DISCUSSION

L'interdiction de la cagoule hors opérations spéciales par la PNH répond directement à une lacune en matière de responsabilité que la surveillance du BINUH-HCDH a identifiée.

L'avis de communication du Ministère de la Défense des FAd'H reflète une conscience institutionnelle des

risques pour l'environnement informationnel pendant la période de recrutement à fort profil actuel. Le Chef du BINUH, Carlos Ruiz Massieu, a confirmé que le mandat est recentré avec certaines priorités renforcées, avec une transition vers la mission rebaptisée BANUH en cours.

L'interdiction de la cagoule fournit au BINUH un indicateur de réforme concret et mesurable pour inclusion dans les prochains rapports de mandat.

Les réformes disciplinaires de la PNH survenant simultanément à la signature du Pacte National peuvent être des éléments coordonnés d'une stratégie plus large de légitimité de gouvernance de Fils-Aimé.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales de droits de l'homme devraient établir un protocole de surveillance spécifiquement axé sur l'application de l'interdiction de la cagoule de la PNH sur les sites d'incidents extrajudiciaires documentés.

Le BINUH devrait formellement consigner l'interdiction de la cagoule dans le prochain rapport de mandat comme référence de responsabilité mesurable avec un examen d'application à six mois.

Les équipes juridiques des ONG devraient évaluer si l'avis de communication du Ministère de la Défense crée des exigences supplémentaires de diligence raisonnable pour la programmation adjacente aux FAd'H.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 4: Signal de détresse économique : inflation sans dévaluation

Le Nouvelliste a publié le 22 février une analyse économique identifiant trois anomalies structurelles dans la situation macroéconomique actuelle d'Haïti : pourquoi l'inflation reste élevée alors que le taux de change gourde-dollar est relativement stable à environ 131 HTG par dollar américain ; quel rôle la Banque de la République d'Haïti pourrait jouer dans le maintien de cette inflation par des interventions sur les réserves ou un resserrement monétaire ; et pourquoi le taux de change ne s'est pas ajusté pour refléter la perte de pouvoir d'achat qu'implique une inflation annuelle de 31,9 %. L'analyse note en outre que l'indice mondial des prix alimentaires de la FAO a baissé de 2,1 % entre septembre 2025 et janvier 2026, mais que les consommateurs haïtiens n'ont pas bénéficié d'un allègement équivalent des prix.

La critique implicite de la BRH est significative. La stabilité du taux de change aux niveaux actuels peut être maintenue par des interventions de la BRH qui consomment des réserves de change tout en supprimant simultanément le signal de prix qui attirerait autrement la concurrence des importations ou déclencherait un ajustement de la demande. Si les réserves de la BRH sont épuisées pour maintenir l'apparence de stabilité du taux de change, l'horizon de durabilité de la stabilité actuelle est fini et non divulgué. L'analyse du Nouvelliste ne fournit pas de données sur les réserves, mais la question qu'elle soulève est celle qui est opérationnellement pertinente à des fins de planification.

Pour le gouvernement Fils-Aimé, un environnement inflationniste qui coexiste avec une stabilité nominale du taux de change crée un problème d'économie politique : la circonscription qui surveille le taux de la gourde voit la

stabilité, tandis que la population qui achète de la nourriture et du carburant subit une pression continue sur les prix qu'aucun pacte de gouvernance ne traite. La déconnexion avec la FAO, dans laquelle les prix mondiaux des denrées alimentaires baissent mais les prix haïtiens ne le font pas, suggère une fragmentation structurelle de la chaîne d'approvisionnement ou une concentration du marché qui empêche le soulagement des prix des matières premières mondiales d'atteindre les consommateurs intérieurs.

Pour les consommateurs opérationnels, la stabilité à 131 HTG de la gourde au guichet de change ne devrait pas être interprétée comme une normalisation macroéconomique. L'analyse du Nouvelliste marque le premier grand article d'investigation économique de l'ère Fils-Aimé et signale que la presse économique haïtienne commence à examiner les choix de gestion de la BRH avec la même rigueur qui a été appliquée à la gouvernance politique depuis le 7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

La gourde haïtienne a connu une dépréciation soutenue depuis 2018, perdant plus des deux tiers de sa valeur par rapport au dollar entre 2018 et 2024. La BRH est intervenue périodiquement pour ralentir la dépréciation durant les périodes politiquement sensibles, notamment lors de la transition post-Moïse immédiate. Des taux d'inflation supérieurs à 30 % ont été documentés depuis 2022, soutenus par la volatilité des prix des carburants, la perturbation de la chaîne d'approvisionnement et la dépendance aux importations dans toutes les principales catégories de consommation.

POINTS DE DISCUSSION

L'analyse de l'inflation du Nouvelliste soulève la première grande question de responsabilité économique de l'ère Fils-Aimé, ciblant les choix de gestion de la BRH plutôt que les acteurs politiques.

La stabilité de la gourde à 131 HTG par dollar américain peut masquer un épuisement des réserves plutôt que refléter une amélioration macroéconomique réelle.

Le taux d'inflation de 31,9 % coexistant avec un taux de change stable est structurellement anormal et nécessite une clarification de la BRH.

Les prix alimentaires mondiaux ont baissé de 2,1 % entre septembre 2025 et janvier 2026 mais n'ont pas produit un allègement équivalent pour les consommateurs haïtiens.

L'environnement économique que le Pacte National ne traite pas peut être aussi déstabilisant que l'environnement de gouvernance qu'il tente de structurer.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les dirigeants d'entreprises devraient demander des données actualisées sur la position des réserves de la BRH avant de prendre des décisions d'investissement ou de financement des importations fondées sur la continuité de la stabilité du taux de change.

Les planificateurs budgétaires des ONG devraient intégrer des hypothèses de tampon contre l'inflation dans les budgets de programmation du deuxième trimestre 2026, quelle que soit l'apparence du taux de change.

Les institutions financières internationales ayant des programmes en Haïti devraient évaluer si la gestion des réserves de la BRH est soutenable pour la durée du calendrier électoral.

Les expéditeurs de transferts de fonds de la diaspora devraient surveiller l'écart entre les taux du guichet de change et ceux du marché parallèle comme indicateur précoce de la pression sur les réserves.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

La décision de la Cour d'appel du District de Columbia sur le TPS peut être rendue à tout moment. Une décision défavorable au TPS déclencherait des signaux immédiats de menace d'expulsion pour plus de 300 000 ressortissants haïtiens et produirait des répercussions en cascade sur la diaspora et les transferts de fonds dans les heures suivant sa publication. Une décision favorable soulagerait la pression à court terme mais laisserait intacte la vulnérabilité politique sous-jacente. Direction de déplacement : résultat binaire à haute conséquence.

La réaction internationale au Pacte National de la part du BINUH, des États-Unis, du Canada et de l'OEA commencera à se cristalliser dans les 48 heures. Si les acteurs clés approuvent le cadre, Fils-Aimé acquiert une légitimité de gouvernance. S'ils expriment des préoccupations constitutionnelles, la contestation du Pacte devient un problème aussi bien international que national. Direction de déplacement : surveiller les déclarations publiques du Département d'État et du BINUH. Risque : réponse internationale ambiguë qui ne valide ni ne délégitime le cadre, prolongeant l'incertitude.

Évaluation des services de Natcom à Kenscoff : la décision de l'entreprise d'interrompre ou non ses opérations de maintenance dans la zone à la suite des meurtres de ses employés déterminera si l'effet de dissuasion du ciblage des infrastructures fonctionne comme les gangs l'entendent. Direction de déplacement : perturbation temporaire probable des services ; risque de panne prolongée si la suspension de la maintenance persiste.

CETTE SEMAINE

La BRH n'a pas encore répondu à l'analyse économique du Nouvelliste. Une déclaration publique de la BRH sur la gestion des réserves ou la méthodologie de l'inflation clarifierait soit l'anomalie, soit confirmerait une défensivité institutionnelle. Direction de déplacement : le silence ou le détournement est l'issue la plus probable, maintenant la lacune analytique.

La formation du Comité Consultatif dans le cadre du Pacte National commencera à indiquer si l'organe est conçu pour la substance ou l'apparence. Qui sera nommé et selon quel mécanisme de sélection déterminera si les organisations de la société civile le traitent comme un contrôle légitime ou une façade institutionnelle. Direction de déplacement : surveiller l'annonce de la composition dans les 5 à 10 prochains jours.

L'application de l'interdiction de la cagoule de la PNH produira soit une conformité documentée sur le terrain, soit démontrera que la directive est aspirationnelle plutôt qu'opérationnelle. Direction de déplacement : l'application sur le terrain à Kenscoff et Delmas 30 dans la prochaine semaine fournira les premières données de conformité. Risque : violations documentées qui sapent le signal de réforme.

HORIZON STRATÉGIQUE

Le calendrier de déploiement de la GSF en avril reste l'événement organisateur structurel de la trajectoire sécuritaire d'Haïti. La question de savoir si le Pacte National offre une légitimité de gouvernance suffisante pour maintenir la volonté politique internationale en faveur du mandat opérationnel de la GSF sera mise à l'épreuve par le débat sur la légitimité constitutionnelle actuellement en cours. Un Pacte que les acteurs internationaux ne peuvent endosser sans réserves crée un vide de gouvernance précisément au moment où le déploiement de la GSF exige une cohérence politique maximale. Direction de déplacement : la trajectoire de légitimité du Pacte au cours des 30 prochains jours conditionnera directement l'environnement de déploiement d'avril.

L'expiration du mandat du CPT le 7 février 2027 reste l'échéance institutionnelle faisant autorité pour la période de gouvernance transitoire d'Haïti. Le remplacement effectif par le Pacte National de la limite constitutionnelle de l'Article 149 de 90 à 120 jours par un mandat conditionné aux élections signifie que la question de savoir si Fils-Aimé atteindra le 7 février 2027 dépendra des progrès électoraux qu'il contrôle lui-même. Risque : l'absence d'un calendrier externe contraignant crée une incitation structurelle au retard électoral. Résultat attendu : les acteurs internationaux attacheront de plus en plus des conditionnalités de calendrier à leurs engagements de soutien électoral durant la fenêtre de mars à juin.

SOURCES PRIMAIRES

Le Nouvelliste. «Pacte National pour la Stabilité et l'Organisation des Élections.» 21-22 février 2026.
<https://lenouvelliste.com>

Haiti Press Network. «Pacte National : 30 articles, 9 sections ; ISC appel à la gouvernance non-partisane.» 21 février 2026. <https://www.hpninfo.com>

Organisation Internationale de la Francophonie. «Haïti : l'OIF appelle à un consensus national en faveur de la stabilité et de la tenue d'élections.» 22 février 2026.
<https://www.francophonie.org/haiti-loif-appelle-a-un-consensus-national-en-faveur-de-la-stabilite-et-de-la-tenue-d-elections-83>

La Loi de Ma Bouche. «Un Pacte National pour neutraliser la Constitution.» 21 février 2026.
<https://laloidemabouche.ht/2026/02/21/un-pacte-national-pour-neutraliser-la-constitution/>

Le Nouvelliste. «Nouveau mandat BINUH-BANUH, sanctions, responsabilités haïtiennes : Carlos Ruiz Massieu fait le point.» 19 février 2026.
<https://lenouvelliste.com/en/article/264403/new-un-mandate-sanctions-and-haitian-accountability-carlos-ruiz-massieu-speaks->

Le Nouvelliste. «Deux employés de la Natcom tués à Kenscoff.» 22 février 2026.
<https://lenouvelliste.com/article/264462/deux-employes-de-la-natcom-tues-a-kenscoff>

Le Nouvelliste. «Kenscoff : 16 bandits tués lors d'une opération de la PNH.» 21 février 2026.
<https://lenouvelliste.com/article/264455/kenscoff-16-bandits-tues-lors-dune-operation-de-la-pnh>

Haiti Libre. «Haïti - Actualités : Zapping.» 22 février 2026.
<https://www.haitilibre.com/en/news-46912-haiti-news-zapping.html>

Haiti Libre. «Haïti - Actualités : Zapping.» 21 février 2026.
<https://www.haitilibre.com/en/news-46904-haiti-news-zapping.html>

El Pais en anglais. «Haïti se prépare à la possible fin du TPS pour plus de 300 000 citoyens aux États-Unis.» 19 février 2026.
<https://english.elpais.com/usa/2026-02-19/haiti-braces-for-the-possible-end-of-tps-for-more-than-300000-citizens-in-the-united>

Miragenews. «Rapport de l'ONU : La traite des enfants par les gangs menace l'avenir d'Haïti.» 2026.
<https://www.miragenews.com/un-report-gangs-child-trafficking-threatens-1623712/>

Organisation des États Américains. «H-TAC : Amélioration de l'apprentissage et de la formation de la Police Nationale d'Haïti.» <https://www.oas.org/ext/en/security/h-tac>

Gouvernement du Canada. «Opération HELIOS.»
<https://www.canada.ca/en/department-national-defence/services/operations/military-operations/current-operations/operation-h>